

# Discours du Président Emmanuel Macron dans le cadre de Choose La Réunion

Monsieur le Premier ministre,  
Mesdames et messieurs les ministres,  
Mesdames et messieurs les parlementaires,  
Monsieur le président de la région,  
Monsieur le président du département,  
Monsieur le maire de Saint-Denis,  
Mesdames et messieurs les parlementaires,  
Mesdames et messieurs les élus,  
Mesdames et messieurs les chefs d'entreprise,  
Chers amis,

Je suis très heureux de vous retrouver après, je le sais, de longues heures de travail et d'échanges. Et donc j'arrive à la fin pour récolter les fruits de ce que vous avez semé, de tous ces échanges stratégiques et de ce que vous avez pu aujourd'hui dire, montrer, prouver. Mais je voulais, avant toute chose, vous dire combien je suis heureux de vous retrouver ici à La Réunion et d'être à vos côtés dans cette île où bat non seulement le cœur de la France, mais aussi celui de l'Europe et de l'Océan Indien. J'ai tenu en effet à cette entrée en matière, car votre présence, notre rencontre dans ce format un peu atypique nous ramène aussi et avant tout d'abord un puissant héritage, celui du lien indéfectible qui nous unit, celui d'une civilisation que de grands historiens français et africains appellent avec beaucoup de justesse la culture des rivages. Ces rivages qui ont fait de l'Océan Indien non pas un barrage ou un obstacle, mais un trait d'union entre les côtes d'Afrique, d'Inde et d'Asie, et grâce à votre présence, monsieur le Premier ministre de Madagascar, messieurs les ministres venus d'Inde, de Maurice, des Seychelles, des Comores, mesdames, messieurs les chefs d'entreprise venant de toute la région et vous, chefs d'entreprises investisseurs, Françaises et Français, c'est l'union de ces forces que nous construisons dans un espace commun et qui est à mes yeux à réinventer. Beaucoup de Réunionnaises et de Réunionnais qui nous écoutent pourraient se dire : « c'est étrange. Le président de la République arrive à La Réunion et il se retrouve à faire une conférence avec des chefs d'Etat de la région, des entreprises de la région. Et il ne parle pas de nos problèmes ». Je veux plaider que cette réunion est au cœur des problèmes de notre territoire ici. J'étais il y a quelques instants avec nos compatriotes. Ils m'ont tous dit : « occupez-vous de la vie chère ». La vie chère, pendant longtemps, on a répondu en mettant des aides. Il en faut parfois. Enfin, ça marche mieux quand on crée plus d'emplois et qu'on crée plus de concurrence pour faire baisser les prix. C'est comme ça qu'on répond aux problèmes de la vie chère partout dans le monde. Ce dont nous avons besoin à La Réunion, comme partout et ce n'est pas le seul territoire à être confronté à ces défis, c'est de créer plus d'emplois, plus d'activités, de produire davantage, d'avoir plus de concurrence pour faire baisser les prix et de l'agroalimentaire à la grande distribution en passant par le bâtiment, l'import-export, on a besoin de cela, de cette vitalité. Et je veux dire à tous nos compatriotes qui me disent « mon problème, c'est la vie chère » : la réponse, elle est là, dans cette salle. En aidant les chefs d'entreprise de tous les secteurs de La Réunion à travailler davantage avec la région, et s'inscrire pleinement dans l'Océan Indien. Je sais combien vous y croyez, président, et combien on a pu le développer, mais le faire bien plus pour trouver de nouveaux marchés. Faire baisser leurs prix. Réussir à accéder à ces marchés stratégiques. Exporter davantage et créer de l'emploi ici. Mais permettre d'ouvrir aussi le territoire réunionnais à d'autres acteurs de la région qui vont découvrir ici la sécurité juridique, les infrastructures françaises et qui vont venir parfois concurrencer nos acteurs. Faire baisser aussi les prix. Apporter une offre qui a du sens pour nos compatriotes dans une économie ouverte. Et donc la réponse à la vie chère, elle est, si on veut avoir une réponse réelle, durable, véritable dans la capacité à réinscrire La Réunion pleinement dans cet espace régional que nous constituons et à réussir ce pari de « Choose la Réunion », créer plus d'emplois ici, avoir plus de concurrence dans tous les secteurs clés pour que les prix baissent et ne soient pas faits par un ou deux acteurs. C'est trop souvent, le cas dans certains secteurs qui décident de monter les prix que tout le monde paye. Ensuite, je crois très profondément que c'est l'intérêt de toute la région de rentrer dans cette stratégie, je l'ai dit, la France est un pays archipel. Nous sommes dans tous les continents et ces territoires ultramarins sont une chance. Et il ne faut pas les regarder dans un face à face entre l'Hexagone et les territoires ultramarins, mais dans la capacité que la France se donne par cet archipel d'être au monde inscrite très profondément dans toutes ces régions. Or, nous parlons là d'une région qui, à tous égards, a aujourd'hui un caractère stratégique inédit. En effet, l'Indopacifique, puisque c'est le concept auquel je crois profondément et que nous avons installé, cette réconciliation géographique de l'Océan Indien et de l'Océan Pacifique, l'Indopacifique s'étend des rivages de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe jusqu'aux côtes américaines et nous parlons là d'un espace qui représente aujourd'hui plus de 22% de

la richesse mondiale et qui en représentera bientôt 25 %, d'un espace qui est au cœur de tous les flux commerciaux internationaux. Et le basculement du monde qui a rééquilibré les flux, qui a fait que pendant longtemps, au fond, on regardait le monde dans un face à face entre l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique. Les routes se sont rouvertes, les fruits ont profondément changé. La bascule est en train de se faire et cette région Indopacifique est encore plus stratégique aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a 5 ou 10 ans. Elle est fondamentale à tous égards et je vais y revenir. Et pour moi, la discussion que vous avez eu aujourd'hui, la réunion que nous tenons aujourd'hui dans un format inédit, c'est de reconnaître pleinement et d'ancrer la France, à travers La Réunion, dans cet espace Indopacifique. La France est un pays Indopacifique maritime et insulaire. Elle est ici par ses territoires de l'Océan Indien où nous sommes frontaliers de 5 États souverains. Plus d'un million et demi de nos concitoyens vivent dans l'espace Indopacifique et donc nous avons un rôle à jouer. Nous avons un dialogue stratégique à jouer. Nous avons des partenaires avec lesquels nous voulons travailler encore davantage. La France doit prendre conscience évidemment ici à La Réunion, mais dans tous nos territoires, doit prendre conscience de cette réalité, de cette chance que nous avons ainsi en main. Je pense que dans cette région, nous avons une carte à jouer inédite. Les ministres, et je les remercie de leur mobilisation qui montre à quel point le gouvernement est tout entier mobilisé, de l'économie au travail, en passant par les transports et évidemment, la ministre des Outre-mer qui a toujours été à vos côtés. Les ministres sont mobilisés pour montrer que tout le gouvernement croit à cette stratégie. D'abord parce que nous avons des atouts majeurs pour exercer ce rôle. Ensuite, parce que nous pouvons aussi être dans cette région une puissance stabilisatrice pour y réussir. En effet, nos avancées (inaudible) dans l'Indopacifique, dans l'Océan Indien, c'est assumer avec tous les pays qui sont ici présents et représentés, nombre de ceux qui ne sont pas là ce soir, mais partagent cet espace, c'est de nous représenter dans un espace commun, d'assumer un destin commun et d'assumer véritablement que nous avons une région pleinement à bâtir. En effet, j'ai évoqué au sens large ce qu'est l'Indopacifique. La région est l'épicentre du commerce maritime mondial et elle le sera de plus en plus. Les océans abritent près de 450 câbles sous-marins par lesquels transitent les flux d'information mondiaux. Ils recèlent des réserves halieutiques et énergétiques sans équivalent, qui sont vitales pour l'humanité et donc cette région dont nous parlons, elle est en train de devenir le carrefour de demain sur le plan des routes maritimes. Elle est d'ores et déjà devenue le carrefour sur le plan des câbles sous-marins et de la connectivité. Et elle le sera de plus en plus compte tenu des réserves énergétiques et halieutiques qui sont les siennes et du trésor de biodiversité qu'elle recèle. Et donc, nous avons un agenda à bâtir dans cette région qui est absolument inédit et je crois que cet agenda, il faut le bâtir de manière collaborative, coopérative, dans une stratégie, si je puis dire, d'amitié, d'ouverture avec l'ensemble des pays de la région, de coopération véritable. Et au fond, ce à quoi je crois très profondément, et ce que je veux que nous puissions décliner sous tous les volets, c'est cet agenda d'amitié stratégique avec l'ensemble des pays qui sont ici présents, des marchés dans lesquels nombre d'entre vous travaillent et parfois des familles qui vous ont constitué, puisque notre territoire de La Réunion est, je pense, emblématique de cette richesse Indopacifique qui a su marier dans ce savoir-vivre unique et ce vivre ensemble, tant de cultures différentes qui irriguaient toute la région. Alors cet agenda commun, je voudrais le broser très rapidement devant vous ce soir. Évidemment, je vais surtout vous parler d'économie, mais je voulais vous dire qu'au-delà de l'économie, ça s'inscrit pour moi dans une vision profondément géopolitique de cette région que nous devons partager. Géopolitique parce que, à mes yeux, c'est d'abord un agenda de sécurité que nous devons bâtir. La ministre des Armées a décliné le pilier sécuritaire et militaire de notre stratégie Indopacifique, il y a quelques mois à Singapour. J'avais moi-même commencé à le présenter avec mon ami, le Premier ministre MODI, il y a maintenant un peu plus d'un an, puis j'en avais présenté certaines composantes ensuite à Sydney, avec nos forces armées. C'est l'idée de dire que cet espace, si nous voulons qu'il puisse continuer à être un espace de liberté et de souveraineté respectueuse les uns des autres, nous devons en assurer collectivement la sécurité pour que chacun puisse avoir ce que le Premier ministre australien TURNBULL appelait « la liberté de sa souveraineté » dans ce grand espace Indopacifique et qu'aucune hégémonie ne s'installe dans la région. Et donc, pour ce faire, nous avons un rôle à jouer et des partenariats à établir et nous avons commencé à le faire. Il y a une déclinaison opérationnelle concrète ici dans la région que nous renforçons. Cela passe par l'action de nos forces armées de la zone sud de l'Océan Indien déployée à La Réunion et à Mayotte et qui contribue, en lien avec nos partenaires régionaux, à la sécurité et à la stabilité régionale, à la lutte contre la piraterie, l'immigration clandestine, les activités maritimes illégales. Cette présence est essentielle. Elle est essentielle pour nos compatriotes qui vivent dans la région, pour nos entreprises qui veulent voir leurs intérêts préservés, pour notre souveraineté dans la région et pour nos partenaires. Moi, je n'oublie pas que mon premier échange avec le nouveau président malgache a été pour dire : « j'ai besoin de votre aide et de (inaudible) pour me protéger contre la piraterie illégale et certaines intrusions ». Et cette capacité que nous avons à être présents, à déployer une présence de sécurité dans la région est essentielle pour la construction de cette liberté et d'un agenda commun. Avec l'Inde, je le disais, nous avons acté avec le Premier ministre MODI une vision océanique commune et renforcé notre coopération opérationnelle pour la sécurité et la stabilité dans la région. Nous partageons ensemble l'analyse d'une sécurité maritime conjointe dans le sud de l'Océan Indien et nous travaillons à la mise en place de missions de surveillance commune et dès le premier trimestre 2020, le déploiement d'un avion de patrouille maritime de l'Indian Navy est planifié à La Réunion. Ce qui est là aussi un mouvement inédit, un changement très profond. Il y a quelques années, on n'imaginait pas d'engager avec nos amis indiens une présence maritime ici, de la même manière que les opérations que nous avons faites récemment. C'est la réalité de cet agenda stratégique nouveau que nous partageons. Avec l'Afrique du Sud, nous avons noué un partenariat là aussi stratégique. Nos armées organiseront en novembre 2020 un important exercice militaire dénommé Ovide et je souhaite que la

armées organiseront en novembre 2020 un important exercice militaire dénommé Ovide et je souhaite que la présidence de l'Union africaine, qu'exercera l'Afrique du Sud à partir de l'année prochaine, soit l'occasion de passer un nouveau cap dans ce partenariat stratégique en matière de surveillance des mers. Et vous l'avez compris, pour moi, cet agenda de sécurité commun dans la région, c'est un agenda de surveillance maritime, de protection de nos espaces marins, de construction justement, d'un agenda conjoint pour éviter toute forme d'hégémonie ou d'intrusion. Et c'est acté que la France est la deuxième puissance maritime du monde. Là aussi, nous l'avons trop souvent oublié. C'est une réalité géopolitique. Nous avons décidé de la réinvestir et sur le plan politique et militaire, d'en tirer toutes les conséquences avec nos partenaires, et justement, en bâtissant ces agendas de confiance avec tous les partenaires de la région. Et c'est cette même énergie et ce même discours que nous voulons avoir avec, comme je l'ai déjà dit pour Madagascar en le structurant, mais avec le Mozambique et beaucoup d'autres pays de la région. La France exercera aussi la présidence de la Commission de l'Océan Indien à l'échéance de l'année 2020 et nous proposerons à nos partenaires d'approfondir cet agenda d'intégration autour de la sécurité maritime. L'agenda commun pour la région que nous portons dans tout ce bassin Indopacifique avec nos partenaires de l'Océan Indien est aussi, et c'est le deuxième acte que je voulais ici développer, sur lequel je voulais insister auprès de vous, un axe de lutte contre le réchauffement climatique et pour la protection de la biodiversité. Je le disais, cet espace est unique et c'est un trésor de biodiversité. Et si nous voulons réussir dans la région ensemble, il nous faut construire les voies et moyens de coopérer, là aussi, sur ce volet. Nous avons lancé à cet égard plusieurs initiatives. La réforme de la gouvernance du Fonds vert pour le climat, qui bénéficie aux pays de la région, et nous nous assurerons une reconstitution efficace dans quelques jours à Paris. Ce sont très concrètement, et le ministre y est très engagée, la possibilité de mobiliser les financements internationaux pour aller vers les pays les plus fragiles, les plus en difficulté, et les aider à avoir des stratégies sur le renouvelable exactement cohérentes avec la stratégie que nous poursuivons sur le territoire de la Réunion en matière justement, là aussi de lutte contre le réchauffement climatique, et j'y reviendrai dans quelques instants, de développement du renouvelable. L'Alliance solaire internationale est une très grande initiative qui applique les accords de Paris. Nous l'avons lancée avec le premier ministre MODI au printemps 2018 en Inde, et elle vise à réduire drastiquement les coûts de l'énergie solaire et permettre aux pays qui disposent de cette ressource en abondance d'en exploiter tout le potentiel. Ce sont là aussi des financements, des partages de meilleures pratiques, et c'est la mobilisation de nos acteurs, en particulier l'Agence française de développement, qui a bâti une stratégie dans ce cadre. Et donc, nous avons des partenariats avec l'Inde et tous les pays signataires, avec les entreprises et les investisseurs signataires, et nous avons mis en place, là aussi, un modèle spécifique. Une première stratégie pour le Pacifique a été bâtie et nous sommes en train, justement, avec nos partenaires, de finaliser l'initiative régionale dans l'Océan Indien sur la biodiversité, les écosystèmes et la lutte contre le réchauffement climatique qui visera à accélérer ce déploiement. Vous le voyez, je considère que cet agenda climatique est absolument décisif. Il l'est pour que nous ayons une vraie stratégie sur le renouvelable et sur le solaire. On a commencé à la voir, nous avons bâti le cadre de coopération internationale. Il faut maintenant mobiliser à plein les financements et construire des stratégies communes avec nos partenaires de la région. Il nous faut accélérer le développement à la Réunion pour que le partenariat se bâtisse d'ici. Et à côté de cela, il nous faut accélérer la lutte pour la biodiversité. Et ce sujet, comme le précédent, est un sujet d'innovation et de création de valeur. C'est un sujet de construction de filière économique, entendons-nous bien. Je souhaite que nous ayons une stratégie de préservation de notre biodiversité beaucoup plus efficace. Nombre d'élus, dont je retrouve ici les visages amis, le savent, qui mènent des projets depuis longtemps en la matière. Protéger notre biodiversité, c'est éviter la prédation de certains projets qui ne sont plus compatibles avec un développement harmonieux, et qui donne toute sa place à nos populations. Mais c'est aussi donner la possibilité de développer des filières et de la création d'emplois localement. Défendre la biodiversité dans l'Océan Indien, c'est construire enfin véritablement de manière partenariale une filière pêche durable. Aujourd'hui, il est quand même paradoxal de voir à quel point sur nos territoires, nous avons insuffisamment développé nos filières de pêche et de voir - je ne citerai personne-, mais certaines puissances prédatrices venir dans nos eaux, faire de la pêche industrielle, parfois épuiser nos réserves halieutiques, sans qu'il n'y ait aucun bénéfice pour l'emploi dans nos régions. La clé, la réponse à cela, c'est préserver la biodiversité, et faire respecter notre souveraineté - ce que je viens de dire -, c'est avoir les instruments juridiques pour interdire cette exploitation. Par exemple, ce que j'ai annoncé ce matin aux Glorieuses, en proposant, en décidant de mettre en place une réserve naturelle nationale qui protégera justement nos ressources, et ces dernières, de manière compatible avec cet agenda, de développer des filières pêche durable qui donne de l'emploi à nos populations et qui permette la régénération de nos réserves halieutiques. C'est ce modèle qui a un sens. Et donc l'agenda biodiversité n'est pas réservé à quelques-uns qui pourraient avoir le luxe de ces belles idées. Au contraire, c'est un agenda stratégique pour toute la région parce que la région est faite de pays vulnérables, si nous n'y prenons pas garde, parce qu'un des atouts de la région, c'est son capital biodiversité. Ça n'est pas un capital artificiel, ça n'est pas un capital construit, c'est un capital naturel. Et il faut réussir à le valoriser pleinement. Et je m'engage aussi à ce que le plan international et financier, nous arrivions à pleinement le valoriser pour qu'il y ait un retour sur les territoires et les populations. Et donc vous le voyez, c'est un agenda de conquêtes. Et la réunion, il y a évidemment une place essentielle. Mais tout cet agenda était décliné avec l'ensemble de nos partenaires de la région. Et puis, le troisième axe de cette stratégie Indopacifique, c'est évidemment l'axe économique. Je tenais ici à en présenter quelques lignes fortes devant vous qui en êtes les acteurs, les engagés, parce que je crois très profondément que cette région a un rôle essentiel à jouer et au fond, il y a trois sujets sur lesquels je voulais principalement insister. Le premier pilier de cette stratégie économique, c'est celui de la connectivité et des infrastructures physiques et

numériques. Je sais, vous en avez parlé. Vos élus l'ont souvent porté, à juste titre, et le portent avec force, et les chefs d'entreprise, comme d'ailleurs la population, le demandent avec beaucoup de ferveur. Être connectée, c'est avoir un accès. Avoir un accès à la possibilité de se déplacer, d'aller faire des études y compris dans la région, de commuter, d'avoir, d'exister dans cet espace qui est un espace culturel, linguistique qui a sa réalité, mais qui est séparé parfois par des barrières de non connexion maritime, aérienne ou numérique. Et donc, nous devons y répondre. Les besoins d'infrastructures dans toute la région sont colossaux. Je vais citer la Banque asiatique de développement 22 600 milliards de dollars d'ici à 2030, dit-elle. Ça vous montre le défi, et c'est un défi public et privé. C'est absolument considérable. Et dans une zone composée très majoritairement de pays insulaires ou riverains d'un océan, la question de la connectivité des réseaux, et de ses réseaux de transport est centrale, économiquement comme politiquement. La connectivité aérienne, comment proposer des offres touristiques innovantes, inventer une économie compétitive, si on n'a pas d'avions qui desservent le territoire ? J'étais à Mayotte hier. On voit tout de suite, avec les contraintes de la piste, que c'est difficile. Je connais les contraintes que vous vivez ici. On a souvent parlé avec vous, président, et avec vos parlementaires. Et donc renforcer la connectivité, là aussi, ça veut dire quoi ? Faire venir d'autres acteurs de la région, renforcer et stabiliser les infrastructures qui sont de très grande qualité ici. Mais renforcer la concurrence. Faire venir nos nouveaux acteurs pour faire baisser les prix. Réussir à s'assurer à ce qu'il y ait une véritable offre et développer l'offre régionale aussi pour permettre la mobilité infrarégionale. Et donc renforcer la connectivité de la Réunion avec ses voisins. C'est ce que nous voulons faire, notamment dans la foulée des achats des nouveaux A220 Airbus par Air Austral. On doit mener des partenariats nouveaux avec d'autres compagnies, les pousser à se développer, et réussir aussi à mieux contrôler la concurrence dans ce secteur pour que les prix ne s'envolent pas. C'est pour ça que j'ai demandé à l'Autorité de la concurrence de renforcer, y compris dans ce domaine, on le sait, les excès parfois constatés. L'enjeu, c'est de construire avec nos partenaires des infrastructures de transport et de communication de qualité, qui garantissent la libre circulation des personnes, de l'information et des biens, qui soient des projets soutenable économiquement et respectueux de la souveraineté des États sur le plan de la dette. Qu'est-ce que ça veut dire ? Je traduis ce qui m'a été dit en termes diplomatiques. Que quand certains grands pays proposent à d'autres États de faire des infrastructures en s'endettant à 200% du PIB, ça n'est généralement pas soutenable. Et donc c'est des promesses qui finissent mal. Il y a des exemples pour témoigner. Je vous invite à voir ce qui s'est passé au Sri Lanka. Donc il est clair que nous avons sur ce sujet aussi une clarification du mode d'action, et c'est un débat que nous continuons à avoir avec plusieurs de nos amis parce que je pense qu'il faut clarifier ce point. La France a évidemment un rôle important à jouer dans ce domaine, à la fois sur le plan de la définition des normes et des standards du fait de son appartenance à l'Union européenne, sur le plan financier, au travers des moyens que la France met par l'Agence française de développement dans la région, et sur le plan des compétences. Et donc nous continuerons là-dessus d'être tellement investis, mais la Réunion doit être pour la France le hub de développement de cette stratégie de connectivité et de transport. Et plusieurs exemples incarnent déjà cette réalité. Je ne suis pas en train de vous parler d'un rêve qui n'a pas d'ancrage ou de réalité. Je pense par exemple CMA-CGM qui a fait de La Réunion son hub maritime pour tout l'Océan Indien. C'est un choix qui bénéficie en même temps à notre territoire, évidemment, et à la stratégie portuaire et d'infrastructures de La Réunion, mais qui bénéficie à toute la région parce que ça irrigue celle-ci et c'est très bon pour tous nos partenaires. Ça renforce aussi plusieurs industries, ça permet les échanges. Je pense également au projet de liaison par câble sous-marin en fibre optique, qui constitue un enjeu majeur, économique, de sécurité et de souveraineté pour tous les pays de la région. Sur ce point, je veux vraiment attirer votre attention. On a très peu parlé dans les discours officiels ces dernières décennies du sujet des câbles sous-marins. Ça peut peut-être paraître un peu baroque à certains qui m'entendrez en parler ainsi. Mais ne vous trompez pas, dans un monde où tout se numérise, c'est un enjeu stratégique. Pour permettre les échanges et les accélérer, il en faut de nouveaux. Mais pour être sûrs, et pour savoir qui les contrôle. Parce que le jour où on aura tiré des câbles, mais on ne sait pas qui les contrôle et qui a accès aux données qui passent entre elles, nous nous réveillerons dans un monde qui aura peut-être changé d'allure. Et donc nous devons nous préoccuper de ce sujet. Et dans la région, c'est un espace absolument stratégique, entre l'Afrique et l'Asie, entre l'Afrique et le Pacifique. Et donc, ce carrefour des câbles sous-marins est un carrefour des échanges économiques et des échanges de données, et en même temps, de la portée stratégique de ce point. Il y a un intérêt décisif à travailler sur ces projets entre partenaires de confiance. Et c'est aussi pour cela que la présence de plusieurs membres du gouvernement de la région est essentielle. On doit partager cette stratégie. Elle est importante pour votre souveraineté, à laquelle vous tenez tant, et pour la nôtre. Je pense évidemment aussi aux activités de vos entreprises et des entreprises qui nous ont rejoints pour le Sommet Action dans les télécoms à Madagascar, La Réunion, aux Comores, SIPROMAD et tant d'autres qui participent de cette logique de connectivité de toute la région. Les territoires d'Outre-mer français peuvent dans ce cadre devenir de véritables hubs numériques aussi. Je parlais de ce hub d'infrastructure portuaire, hub numérique. C'est le souhait de la Polynésie française, que nous souhaitons et encourageons. J'y serai dans quelques mois. Et cette perspective très claire pour La Réunion qui a investi depuis plusieurs années sur le numérique - j'avais l'occasion moi-même de le voir physiquement en d'autres temps -, et qui bénéficie aussi avec Maurice de liens très particuliers à la fois avec l'Inde et le continent indien. Et nous devons réussir à faire de la Réunion ce hub numérique dans la région, en lien avec nos partenaires, avec les pays d'Afrique australe, avec le sous-continent indien, et de réussir à mettre toutes nos compétences, nos investissements dans ce lien qui est à la fois, vous le voyez, économique et là aussi de souveraineté. Ce sujet de connectivité, vous l'avez compris, c'est pour moi le premier pilier de la stratégie économique que nous devons développer dans la région

et les investisseurs, les entreprises que vous êtes, l'écosystème de la French Tech, que j'ai salué tout à l'heure et qui est ici présent et vivace à la Réunion et dont on peut être fier. Ce sont des entrepreneurs, j'allais dire jeunes, mais de toute génération, mais qui, dans tous les secteurs, veulent faire rayonner le territoire de la Réunion et ils réussissent. Mais ils ont énormément à faire avec Digital Africa. Je vois nos représentants ici et ceux qui ont travaillé. Digital Africa c'est un trésor qu'on a nous-mêmes développé, c'est mettre en connexion des milliers de start up du numérique en Afrique, leur apporter des financements, mais aussi des liens que ce soit Afrique francophone, anglophone et lusophone. Je le dis pour tous nos amis de la région. Mais la French Tech de la Réunion, son premier partenaire, je le dis très sincèrement, ce n'est pas la French Tech Paris ou la French Tech Laval, c'est la French Tech de Digital Africa. C'est la diaspora africaine qui est juste à côté, où il y a des opportunités formidables, des accès aux marchés énormes. Et donc, cette stratégie de connectivité, elle est essentielle à mes yeux. Deuxième pilier de cette stratégie économique, ce volet économique, c'est le développement durable, intégrant pleinement la dimension environnementale sur les énergies, la ville durable, l'agro écologie. Je le disais, il y a un enjeu énergétique formidable. J'ai commencé à l'évoquer en parlant de la biodiversité. Je vois le président de la CRE qui est avec nous et qui est engagé sur le territoire. C'est là aussi un enjeu de connexion. D'abord pour sécuriser l'approvisionnement et le développer à la Réunion, mais aussi développer les réseaux et les interconnexions dans toute la région. Parce qu'on a la possibilité, même si on multiplie les énergies intermittentes, si on fait de la connexion énergétique, de réduire les failles, de réduire les ruptures, et d'avoir une vraie réponse. Et donc, avoir une stratégie de réseau énergétique régional est absolument essentiel et doit faire partie de cet agenda Indopacifique et je souhaite qu'avec (inaudible), il puisse y avoir un travail tout particulier qui soit fait autour du territoire de La Réunion avec tous nos partenaires pour réfléchir à ce point et avancer. C'est aussi développer un agenda ambitieux sur les énergies renouvelables. Il nous les faut développer à grande échelle dans la région parce que c'est essentiel pour limiter les gaz à effet de serre. Cela implique très concrètement, d'agir ensemble pour lever les obstacles réglementaires et financiers, concevoir des projets adaptés aux spécificités locales, comme nous le faisons dans le cadre de l'Alliance solaire internationale que j'évoquais et aller plus vite. Je sais que c'est votre volonté, c'est aussi la nôtre. Et donc nous allons, pour ce qui est du territoire français, donner plus de pouvoirs localement pour débloquer des projets plus rapidement, à la fois en termes de déconcentration et de simplification. Mais je souhaite aussi qu'on enclenche, au-delà du solaire, une stratégie véritablement complète. Et vous êtes là pour montrer que c'est possible. La France a beaucoup à apporter à La Réunion et dans tout le territoire. Elle compte de nombreuses entreprises pionnières sur l'éolien, le photovoltaïque, la géothermie, les énergies marines, la biomasse. Plusieurs groupes sont ici présents. Je ne peux pas tous les citer, sinon je ferais des jaloux. Mais il y a Akuo, Albioma, des groupes mauriciens comme IBL qui sont aussi là et qui sont très engagés sur ces sujets. Donc, on a des champions dans la région. Il faut maintenant les développer, leur permettre d'accélérer. Et ce que je souhaite, c'est que nous nous simplifions. Nous apportons les financements. Et qu'autour des projets, dont plusieurs ont été mis en valeur cet après-midi, qu'on puisse montrer que ces projets apportent des solutions adaptées aux spécificités de la région et qu'on puisse donc très concrètement, avec la plateforme AFD et avec les acteurs régionaux, en faciliter le déploiement. Je regarde les exemples qui ont été offerts, les containers solaires d'Akuo Énergie résistant aux zones cycloniques, qui permettent aujourd'hui d'électrifier des villages en Indonésie, mais aussi des centrales combinant production d'énergie et agriculture ici à La Réunion. C'est un exemple de ce que l'innovation sur nos territoires ultramarins apporte des solutions qui ne sont pas produites sur d'autres territoires parce qu'elles répondent à des défis, par exemple, qui sont ceux de zones cycloniques. Ce ne sont pas forcément les défis qu'on connaît à 10 000 kilomètres. Néanmoins, ces créations sont intéressantes pour énormément de pays de la région qui ont les mêmes défis. Et donc, c'est ça que nous devons ensemble réussir à développer et atteindre un marché qui est à l'échelle pour toutes ces entreprises et ces startups. Il nous faut aussi construire ensemble de véritables stratégies bleues respectueuses des souverainetés, des enjeux de protection de l'environnement et de biodiversité. Je l'ai évoqué tout à l'heure en parlant de la pêche durable. Mais les fermes aquacoles, les centres de formations maritimes, il y a toute une stratégie à développer. Nous avons une expertise solide, par exemple à travers Ifremer, présents à La Réunion et qui a vocation à contribuer à cela. Je souhaite qu'on puisse là aussi multiplier cet engagement. Et donc, vous le voyez sur ce deuxième axe, nous avons énormément de métiers d'avenir en la matière, sur le plan de la production d'énergie, de ces réseaux dans toute la région, qui sont à développer, où il y a non seulement la possibilité d'avoir la création d'une électricité, d'une énergie à basse émission de CO2, mais également la création d'emplois sur nos territoires. Et je le redis pour tous nos concitoyens, cela participe aussi d'une stratégie de lutte contre la vie chère. Parce que quand on réduit sa dépendance énergétique, quand on produit dans ces conditions, on produit moins cher et on baisse le coût de l'électricité, le coût de l'énergie. Ce qui est bon pour les entreprises est bien sûr qu'au final, ce qui est bon pour les particuliers quand ils ont à se chauffer, dans certains cas, à se déplacer. C'est ça la bonne réponse, la seule réponse durable. Nous devons aussi accélérer évidemment les échanges régionaux sur la ville durable. C'est une des grandes forces de la France. Nous avons des champions. Le ministre de l'Economie le sait. Il les défend. Nous avons des formations. Le ministre de l'Emploi est là et vous l'a montré. On a réengagé dans le territoire avec force notre programme d'investissements dans les compétences. On doit démultiplier nos offres de services dans la ville durable. La ville durable, c'est un défi pour toute la région. C'est un défi qui, parmi les plus grands en Afrique et tout particulièrement dans cette région d'Afrique australe, c'est un défi fondamental pour l'Inde, qui est de savoir gérer la complexité urbaine. Gérer les déchets, gérer l'eau, gérer les flux complexes, la mobilité, la circulation et mettre l'intelligence dans tout ça, prenez tous les secteurs que je viens de décliner, nous avons des champions. On a une offre économique et il y a des champions dans la région. Il y a des grands groupes. Il y a des startups.

un agenda économique et il y a des champions dans la région, il y a des grands groupes, il y a des startups. Là aussi, nous avons une stratégie régionale à bâtir avec des champions africains indiens, à faire émerger et des entreprises françaises, à faire travailler en synergie avec leur écosystème. A cet égard, ce sujet sera au cœur du sommet Afrique-France de juin prochain à Bordeaux. Ce sera la ville durable parce que je suis convaincu que cet agenda est un agenda d'avenir. Mais il réconcilie lui aussi l'agenda écologique et économique. Et je peux vous dire que quand on connaît les problèmes de circulation et de complexité urbaine qu'il y a partout dans la région, on sait qu'on a besoin de ces solutions et qu'on a besoin de réinvestir et d'accélérer. Je n'oublie pas, évidemment, dans ce cadre, les enjeux agroalimentaires qui doivent occuper une place essentielle dans la stratégie d'intégration régionale, comme le porte la Commission de l'Océan Indien avec notre soutien entier. Nous devons ensemble créer les conditions d'une sécurité alimentaire, mieux diffuser les bonnes pratiques agricoles, promouvoir l'agroécologie, mieux structurer nos filières et développer le commerce intrarégional. Et ça, c'est un défi pour La Réunion et c'est un défi pour tous les pays de la région. Qu'est-ce que cela veut dire ? Qu'il nous faut réduire notre dépendance alimentaire. Et là aussi, vous allez croire que c'est une obsession parce que j'ai compris que c'était une préoccupation pour nos concitoyens et ça a créé beaucoup de mécontentement ici. Quand les produits sont chers, c'est peut-être parce qu'aussi on n'est pas obligé d'importer tant de produits depuis l'Hexagone. C'est fou. On n'est peut-être pas obligé de dépendre des mêmes filières d'import-export qu'il y a tant et tant donné, on peut décider d'accélérer sur la production locale, la création de filières à La Réunion et le développement de filières régionales beaucoup plus intégrées. Je crois à cet agenda. Là aussi, c'est une réponse durable qui crée de l'emploi et baisse les prix. Il n'y a pas de fatalité, juste de la volonté collective. Quand il y a des situations de monopole ou d'oligopole, c'est bon généralement pour quelques-uns. Les gens qui sont dans ces situations n'ont pas envie d'en bouger. On n'est pas obligé collectivement d'en être complice. Et elles ne se règlent pas en mettant de la subvention publique. Elles se règlent en mettant de l'innovation, la création de la volonté, de l'esprit d'entreprise au sens générique du terme, la volonté de changer les choses. Toute la région en a besoin. C'est ça ce que je veux pour nous collectivement et je crois que nous avons la possibilité, comme je l'ai évoqué pour la pêche, sur le plan de l'agriculture, d'avoir aussi un agenda d'agriculture beaucoup plus intensif en main d'œuvre, inclusif et de développer des vraies filières qui, là aussi bâtiront la souveraineté alimentaire. La Réunion a déjà des bons chiffres sur plusieurs filières, très bons chiffres, plus que d'autres territoires ultramarins, mais de continuer à construire son autonomie alimentaire en même temps que l'autonomie énergétique que j'évoquais et d'aider les autres pays de la région à faire la même chose et de multiplier ensuite les échanges. Mais pas de créer des dépendances qui font augmenter les prix. Là-dessus, il y a aussi un agenda véritable. Nos territoires et ceux des pays riverains ont de forts potentiels dans ces domaines et notre intégration pourra être renforcée par la force de grands groupes, dont certains sont présents aujourd'hui. UPL par exemple, géant mondial de l'agrochimie dans tous les pays de la région, qui peut permettre de développer des stratégies innovantes et plus économes là aussi, en utilisation d'intrants. Il y a énormément de solutions d'agroécologie qui sont portées sur le territoire ici, qui se développent, et qu'il nous faut aider justement et porter à l'échelle. Le dernier pilier sur lequel je voulais insister dans cette stratégie à laquelle je crois pour la région sur le plan économique, c'est le renforcement des échanges humains, touristiques, universitaires, scientifiques sans lesquels une stratégie économique est au fond un moteur sans âme. L'économie, ce sont des femmes et des hommes qui échangent, qui circulent, qui échangent des idées, qui alimentent un agenda commun, partagent justement les choses. Nous devons construire ensemble des stratégies de tourisme durable parce que là aussi, c'est un défi commun dans la région où le tourisme est pour beaucoup d'économie de la zone, et La Réunion, ô combien l'une des principales ressources. Et donc cet agenda touristique, c'est un agenda de construction et de services essentiels, on le sait bien. Et je le dis ici parce qu'il doit, derrière, être un porte-étendard, mais nous avons un vrai défi pour ce qui est du secteur de la construction et de la capacité à embarquer tout notre artisanat. Je salue la présence aussi de nos petites entreprises ici présentes. Je vois le président [Inaudible] à qui a l'amitié de venir et de se déplacer sur le territoire et il sait ô combien nos entreprises petites et moyennes sont des acteurs essentiels de ces secteurs, le tourisme, mais aussi les secteurs industriels qui vont avec, les secteurs de la construction, du bâtiment qui sont tirés par cette économie, ces économies. Et donc, quand je parle de tout cela, je parle évidemment de la capacité à créer et développer des entreprises qu'on dit petites ou de taille moyenne, mais qui ne cherchent qu'à se développer et qui sont dans la région de très loin les plus intensives en emploi et les plus créatrices d'emplois. Et donc cet agenda d'échanges et cet agenda pour le tourisme durable, c'est un agenda pour nos PME. C'est un agenda de construction commun, justement de croissance. Alors, pour y répondre, je crois que ce qu'il nous faut, c'est bâtir une stratégie très claire. Et je veux saluer ici le lancement du plan tourisme conclu entre l'Etat et la région Réunion cet après-midi, qui permet justement d'acter cette volonté partagée, une expertise très forte pour faire de La Réunion un pôle véritablement d'expertise, d'excellence et de coopération dans toute la région. On sait l'excellence de Maurice, qui est vraiment un exemple dans la région. La Réunion a cette carte à jouer à plein. Vous avez décidé de la prendre avec force et je souhaite qu'on soit [Inaudible] à plein derrière vous. J'allais dire à fond, mais je l'assume, à plein derrière vous pour justement aider à la modernisation des infrastructures, à l'excellence de l'offre touristique, mais à l'excellence aussi d'une offre touristique durable, c'est-à-dire qui réponde à l'agenda climatique que j'évoquais, qui réponde aux souhaits aussi des touristes d'aujourd'hui et demain, qui réponde aux propres objectifs que nous nous assignons en la matière. Et je souhaite que nous ayons tous les pays de la région à s'inscrire dans cet agenda. Ils ont le même, et la volonté de le développer avec la même force. L'Agenda touristique et tourisme durable, est donc, comme vous l'avez compris, est essentiel pour nos entreprises, pour la création d'emplois et pour les échanges humains. Dans le même cadre, évidemment, j'inscris nos partenariats scientifiques et

universitaires régionaux pour que nos jeunes se connaissent mieux, bénéficie pleinement de cet ancrage régional, qui est un trésor véritable de découverte et de dynamisme. Et c'est déjà le cas, mais parfois de manière trop unilatérale et encore de manière trop limitée. Mais je regardais les chiffres en vous rejoignant. Il y a 4300 étudiants malgaches qui étudient en France, 4300. Soixante-dix pour cent d'entre eux sont à la Réunion. 70%. Et donc nous devons aller plus loin dans ces échanges et développer justement ces offres universitaires partagées, ces programmes partagés. C'est aussi pourquoi nous allons lancer un Erasmus de l'Océan Indien pour aider à la circulation de ces talents, qu'il s'agisse d'ailleurs des apprentis chers à la ministre du Travail, et aider justement dans toutes ces filières pour nos PME qui en ont tant besoin, les échanges et la circulation des talents et aussi la capacité pour nos jeunes à acquérir les talents linguistiques. Nos jeunes Réunionnais, c'est très bien qu'ils aillent acquérir des compétences en portugais ou en anglais dont on a besoin dans la région en circulant, en allant faire des programmes d'échange, et que nos voisins fassent la même chose en venant chez nous. A partir de cet archipel de France, nous pouvons bâtir ensemble un archipel des savoirs, des compétences, mais aussi de la science. Et l'agenda de coopération scientifique, est pour moi essentielle. Tout à l'heure, nous avons décidé d'installer au sein des îles Éparses, à Grande Glorieuse, un nouveau centre scientifique permanent pour poursuivre cet agenda justement de biodiversité. Je souhaite qu'il soit fait là aussi, en partenariat tout particulièrement avec nos amis malgaches, et qu'on partage cet agenda de biodiversité ensemble, de compétences, d'expertise. Au fond, nous pouvons faire de l'Océan Indien cette présence partagée d'un archipel des Lumières. C'est à dire de la circulation, des talents, des savoirs, des compétences tous ensemble. Voilà les quelques convictions que je voulais partager, mesdames, messieurs, vous êtes les acteurs de cela, au premier chef. Mais pour cela, j'avais besoin aussi de vous donner la stratégie que je poursuis. Comment je demande au gouvernement de travailler, comment je demande à nos opérateurs de faire, et comment je souhaite coopérer avec tous les pays de la région ici présents. Cette stratégie s'inscrira, elle sera en quelque sorte bâtie, autour de la présence française dans la région. Elle ne doit pas être bâtie, construit, pensé, développer depuis Paris. Je le dis très clairement, c'est ici qu'elle doit se faire, et c'est ici qu'en est l'épicentre. Et donc les compétences et talents, qu'il a l'article et la décline, doivent être ici, dans la région. A l'appui de ses priorités, je veux aussi que nous puissions proposer une autre méthode. Tout d'abord en travaillant dans les différents formats d'intégration régionale. La France est membre fondateur de la Commission de l'Océan Indien, qui nous réunit avec 4 pays membres de l'Union africaine. Notre présidence, l'an prochain, que j'ai déjà évoquée, sera un temps fort de cette mise en œuvre. Et nous relançons aujourd'hui notre candidature à l'organisation de bassins, l'association des Etats riverains de l'Océan Indien, où nous ne sommes que membres observateurs, et qui regroupe 22 Etats riverains de l'Océan Indien. J'appelle nos partenaires de la région à nous soutenir, parce que les axes de cette organisation sont pleinement cohérents avec ceux que nous portons au sein de la Commission de l'Océan Indien, où la plus-value de la présence française est, je crois, reconnue, et donc, nous souhaitons pleinement les développer en cette enceinte. Nous mobiliserons aussi l'Union européenne, qui est d'ores et déjà très investie dans la zone, mais qui doit y bâtir avec nous, avec l'ensemble de nos partenaires, une véritable stratégie politique, économique et environnementale. Sur la base de ces formats, nous prendrons l'initiative pour construire des forums économiques régionaux réguliers. A l'instar de celui qui a été organisé aujourd'hui - et je veux vraiment remercier les organisateurs et tous les participants - parce que ce Choose La Réunion est une première. Il est un succès grâce à celles et ceux qui l'ont organisé, grâce à votre présence, et au fait que vous êtes en train de démontrer que c'est une réalité, avec énormément de potentiel, cette région. Et donc, nous allons bâtir ainsi des forums successifs, pour créer de véritables clubs de chefs d'entreprise de l'Indopacifique, en lien avec les formats qui réunissent déjà les entrepreneurs de l'Océan Indien. Pour créer aussi des habitudes, pour permettre que des histoires communes se développent, et je veux saluer en particulier la mobilisation de plusieurs d'entre vous. Evidemment, j'ai cité tout l'écosystème déjà, et la French Tech ici, beaucoup d'entreprises et de PME réunionnaises, comme de grands groupes, mais je veux aussi saluer la présence et la mobilisation d'une douzaine de PDG indiens, venus spécifiquement à La Réunion aujourd'hui, avec à leur tête le président de la Confédération industrielle indienne, Vikram KIRLOSKAR, justement pour nouer ce dialogue. La présence de ces grandes compagnies, la présence de plusieurs chefs d'Etat africains de la région est la trace, la marque que cet agenda a une existence et une force.

La Réunion, c'est un cadre de marchés européens matures à deux pays de l'Afrique australe, c'est ça, la réalité. Et donc, c'est le pivot de cette stratégie d'une volonté de développer ensemble la French Fab, la French Tech, en lien avec un environnement régional extrêmement porteur, et donc, la volonté de décliner tous ensemble cette stratégie.

Voilà les quelques mots de conviction que je voulais vous dire, et l'engagement que je voulais prendre devant vous, mais surtout l'engagement que je voulais prendre avec vous. Ce que je viens de dire, c'est la stratégie dans laquelle le gouvernement va travailler, dans les prochains mois. C'est la stratégie dans laquelle nous voulons travailler avec la région, le département, l'ensemble des communes et des parlementaires ici présents de tous les territoires. C'est la stratégie avec laquelle nous proposons à tous nos partenaires de la région de travailler, chefs d'Etat de gouvernement. C'est la stratégie dans laquelle nous proposons à l'ensemble des investisseurs, chefs d'entreprise, opérateurs de la région, de vrai. C'est celle que nous devons à nos enfants. C'est la seule qui permettra de rompre la fatalité, en quelque sorte, de division, de séparation. C'est la seule qui permettra de changer les mentalités. La Réunion, ce n'est pas un bout de France lointain, auquel on ne pense pas, et qui est à des dizaines de milliers de kilomètres des réalités de l'hexagone. C'est un morceau de France



pas, et qui est à des dizaines de milliers de kilomètres des réalités de l'hexagone. C'est un morceau de France et de République fière, qui est au cœur d'une région stratégique, en forte croissance, et qui a une part de la croissance française et de l'ambition française à porter, dans la région, avec nos partenaires. Cette conversion du regard, des mentalités, je la porte, j'en suis convaincu. Mais elle ne fonctionnera que si vous la portez, que si les chefs d'entreprise, les salariés, les étudiants de Réunion, de Mayotte, de toute la région, des pays frontaliers, des partenaires, la portent aussi. Il y a un avenir, une ambition pour la région dans laquelle nous sommes. Je crois à ce pacte d'avenir que nous pouvons sceller. Je crois à cette stratégie Indopacifique et, comme vous l'avez compris, à cette force. Et nous avons un atout formidable, qui est les femmes et les hommes de La Réunion. C'est pour cela que je voulais faire cette première rencontre ici. Parce qu'ils sont les porteurs d'une identité forte, mais qui a rassemblé toutes ces cultures, qui est la réconciliation du continent africain et du sous-continent indien, qui est un destin qui s'est toujours porté dans la République, la France et l'Europe, mais regardant justement cet espace, sachant bâtir un vivre ensemble atypique, dans cette créolité assumée, et cette projection dans tout le continent.

Et donc, d'ici, aujourd'hui, si vous le voulez bien, lançons avec force cette ambition pour notre jeunesse, pour nos enfants et pour les générations à venir, celle de créer massivement des emplois, de la croissance dans toute la région, celle de donner un avenir à notre région par elle-même et pour elle-même, de le faire avec une ambition numérique et climatique, de le faire aussi en étant conscient de la part que nous avons à y jouer, de la souveraineté que nous y portons, de la stratégie que nous avons à y développer.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je voulais partager avec vous, en conclusion de ce sommet Choose La Réunion : construire des projets communs, bâtir une ambition ensemble, parce qu'il n'y a aucune fatalité, parce que nous sommes débordants d'énergie, et parce qu'en partenariat avec tous nos amis de la région, ici, à La Réunion, nous avons envie de faire, de construire, de choisir notre avenir. Je vous remercie. Vive l'Océan Indien, vive La Réunion, vive la République et vive la France !